

Table des matières

Volume • 1

I. DROIT CIVIL

Code civil

Table de Concordance Générale du Code civil

Partie I - Du Code civil vers l'ancien Code civil	2
Partie II - De l'ancien Code civil vers le Code civil	8

Code civil

13 avril 2019. – CODE CIVIL	26
1 ^{er} juillet 2023. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL établissant les tables de conversion de l'usufruit visées à l'article 4.64, §§ 3 et 5, du Code civil (<i>Mon. 11 juillet 2023</i>)	75

Ancien Code civil

21 mars 1804 (30 ventôse an XII). – ANCIEN CODE CIVIL	126
1 ^{er} juillet 2023. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL établissant les tables de conversion de la rente viagère visées à l'article 205 <i>bis</i> , § 2, alinéa 4, de l'ancien Code civil (<i>Mon. 13 juillet 2023</i>)	151
23 avril 2017. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la collecte, la conservation et l'accès aux informations relatives aux origines de l'adopté (<i>Mon. 18 mai 2017</i>)	186
16 décembre 1851. – LOI hypothécaire (<i>Mon. 22 décembre 1851</i>)	248
11 novembre 2019. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la demande de renseignements hypothécaires par des notaires et des utilisateurs enregistrés et à leur délivrance par l'Administration générale de la documentation patrimoniale (<i>Mon. 25 novembre 2019</i>)	260
18 novembre 2013. – ARRÊTÉ ROYAL complétant les règles d'identification des biens dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	263
18 novembre 2013. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant exécution de l'article 5 de l'arrêté royal du 18 novembre 2013 complétant les règles d'identification des immeubles dans un acte ou document sujet à la publicité hypothécaire, et organisant le dépôt préalable d'un plan à l'Administration générale de la documentation patrimoniale et la délivrance par celle-ci d'un nouvel identifiant (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	263
14 septembre 2016. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les rétributions pour l'exécution des formalités hypothécaires et pour la délivrance des copies et des certificats (<i>Mon. 10 octobre 2016</i>)	266
10 juin 1998. – LOI modifiant certaines dispositions en matière de prescription (<i>Mon. 17 juillet 1998</i>)	270

Bail

Bail de résidence principale

Dispositions fédérales

20 février 1991. – ANCIEN CODE CIVIL - LOI relative aux baux relatifs à la résidence principale du preneur	272
20 février 1991. – LOI modifiant et complétant les dispositions du Code civil relatives aux baux à loyer. (<i>Mon. 22 février 1991</i>)	276

Région wallonne

15 mars 2018. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au bail d'habitation (<i>Mon. 28 mars 2018</i>)	277
--	-----

Région de Bruxelles-capitale

17 juillet 2003. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant le Code bruxellois du Logement (<i>Mon. 9 septembre 2003</i>)	287
---	-----

Région flamande

9 novembre 2018. – DÉCRET du Parlement flamand contenant des dispositions relatives à la location de biens destinés à l'habitation ou de parties de ceux-ci (<i>Mon. 7 décembre 2018</i>)	301
---	-----

Bail commercial

Dispositions fédérales

30 avril 1951. – ANCIEN CODE CIVIL - LOI relative aux baux commerciaux	309
--	-----

Région wallonne (Bail de courte durée)

15 mars 2018. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au bail commercial de courte durée et modifiant le Code civil (<i>Mon. 28 mars 2018</i>)	315
---	-----

Région de Bruxelles-capitale (Bail de courte durée)

25 avril 2019. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale) relative au bail commercial de courte durée (<i>Mon. 9 mai 2019</i>)	316
15 décembre 2022. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale organisant la limitation de l'indexation des baux commerciaux (<i>Mon. 21 décembre 2022</i>)	317

Région flamande

17 juin 2016. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la location de courte durée en faveur du commerce et de l'artisanat (<i>Mon. 26 juillet 2016</i>)	318
---	-----

Bail à ferme

Région wallonne

4 novembre 1969. – ANCIEN CODE CIVIL - LOI relative aux baux à ferme	319
20 octobre 2016. – DÉCRET du Parlement wallon limitant les fermages (<i>Mon. 31 octobre 2016</i>)	332

5 décembre 2019. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL (Région wallonne) établissant les superficies minimales et maximales de rentabilité pour la période allant du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2024, pris en exécution de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2019 précisant les modalités de fixation des superficies minimales et maximales de rentabilité (<i>Mon. 17 décembre 2019</i>).....	333	2 février 1983. – LOI instituant un testament à forme internationale et modifiant diverses dispositions relatives au testament (<i>Mon. 11 octobre 1983</i>).....	366
15 décembre 2023. – AVIS – Publication faite en exécution de l'article 3, § 1 ^{er} , de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 novembre 2016 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 limitant les fermages, applicable à partir du 1 ^{er} janvier 2024 (<i>Mon. 15 décembre 2023</i>).....	333	22 décembre 1983. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL relatif aux testaments olographes et aux testaments en forme internationale conservés par les agents diplomatiques et consulaires belges ayant la compétence notariale (<i>Mon. 31 janvier 1984</i>).....	367
Région de Bruxelles-capitale		31 août 2014. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les modalités de création, de tenue et de consultation du registre central des contrats de mandat en vue d'organiser une protection extrajudiciaire et du registre central des déclarations relatives à la désignation d'un administrateur, d'une personne de confiance ou d'un tuteur (<i>Mon. 2 septembre 2014</i>).....	367
4 novembre 1969. – ANCIEN CODE CIVIL - LOI relative aux baux à ferme.....	334	23 juin 2022. – ARRÊTÉ ROYAL concernant la gestion du registre central des conventions matrimoniales, du registre central des testaments et du registre central successoral (<i>Mon. 30 juin 2022</i>).....	369
13 décembre 2013. – AVIS – Agriculture et pêche. – Publication faite en exécution de l'article 2, § 4, de la loi du 4 novembre 1969 limitant les fermages et de l'article 13 de l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages (<i>Mon. 13 décembre 2013</i>).....	343	b) Salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture	
Région flamande		28 décembre 1967. – LOI relative à l'octroi d'un salaire différé dans l'agriculture et l'horticulture (<i>Mon. 20 janvier 1968</i>).....	372
18 novembre 2022. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand fixant les superficies de rentabilité maximales prévues par la législation sur le bail à ferme (<i>Mon. 24 novembre 2022</i>).....	344	Assurances	
13 octobre 2023. – DÉCRET (du Parlement flamand) établissant les règles spécifiques concernant le bail à ferme (<i>Mon. 28 novembre 2023</i>).....	344	25 juin 1992. – LOI sur le contrat d'assurance terrestre (<i>Mon. 20 août 1992</i>).....	373
13 décembre 2022. – Avis Coefficient des fermages (<i>Mon. 13 décembre 2022</i>).....	355	4 avril 2014. – LOI relative aux assurances (<i>Mon. 30 avril 2014</i>).....	373
Promotion immobilière		Protection de la jeunesse	
Loi Breyne		8 avril 1965. – LOI relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (<i>Mon. 15 avril 1965; Err. Mon. 19 mai 1965</i>).....	385
9 juillet 1971. – LOI (dite Loi Breyne) réglementant la construction d'habitations et la vente d'habitations à construire ou en voie de construction (<i>Mon. 11 septembre 1971</i>).....	357	II. DROIT JUDICIAIRE	
21 octobre 1971. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de la loi du 9 juillet 1971 réglementant la construction d'habitations à construire ou en voie de construction (<i>Mon. 4 novembre 1971</i>).....	358	Code judiciaire	
Garantie décennale		10 octobre 1967. – CODE JUDICIAIRE.....	387
31 mai 2017. – LOI relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile décennale des entrepreneurs, architectes et autres prestataires du secteur de la construction de travaux immobiliers et portant modification de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte (<i>Mon. 9 juin 2017</i>).....	360	27 décembre 2004. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 31 décembre 2004</i>).....	456
Testaments et successions		18 décembre 2023. – AVIS relatif à l'indexation des montants fixés à l'article 1 ^{er} , alinéa 4, de l'arrêté royal du 27 décembre 2004 portant exécution des articles 1409, § 1 ^{er} , alinéa 4, et 1409, § 1 ^{er} bis, alinéa 4, du Code judiciaire relatif à la limitation de la saisie lorsqu'il y a des enfants à charge (<i>Mon. 18 décembre 2023</i>).....	456
a) Testaments et registres		12 décembre 2023. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article 1409, § 2, du Code judiciaire (<i>Mon. 18 décembre 2023</i>).....	456
5 octobre 1961. – CONVENTION sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (<i>Mon. 29 décembre 1961</i>).....	364	Insaisissabilité du domicile de l'indépendant	
16 mai 1972. – CONVENTION relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments (<i>Mon. 6 mai 1972</i>).....	364	25 avril 2007. – LOI portant des dispositions diverses (IV) (<i>Mon. 8 mai 2007</i>).....	503
26 octobre 1973. – CONVENTION portant loi uniforme sur la forme d'un testament international, et annexe (<i>Mon. 11 octobre 1983</i>)...	365	Saisie sur salaire	
13 janvier 1977. – LOI portant approbation de la Convention relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, faite à Bâle le 16 mai 1972 (<i>Mon. 6 mai 1977</i>).....	366	12 avril 1965. – LOI concernant la protection de la rémunération des travailleurs (<i>Mon. 30 avril 1965</i>).....	505

III. DROIT DE L'ENTREPRISE

Code des sociétés et des associations

23 mars 2019. – CODE des sociétés et des associations (*Mon. 4 avril 2019*) 509

Droit économique

28 février 2013. – CODE de droit économique 673

26 avril 2018. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution de l'article XX.1, § 1^{er}, dernier alinéa, du Code de droit économique relatif à l'application du livre XX du Code de droit économique aux titulaires d'une profession libérale (*Mon. 27 avril 2018*) 702

IV. NOTARIAT

Loi organique

16 mars 1803 (25 ventôse – 5 germinal an XI). – LOI contenant organisation du notariat (*Bull. 258, n° 2440; Pasin.*) 751

Comptabilité et honoraires

31 août 1891. – LOI portant tarification et recouvrement des honoraires des notaires (*Mon. 3 septembre 1891*) 780

26 mai 1936. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL concernant les dépôts à effectuer par les notaires à la Caisse des dépôts et consignations (*Mon. 13 juin 1936*) 780

16 décembre 1950. – ARRÊTÉ ROYAL portant le tarif des honoraires des notaires (*Mon. 25-26-27 décembre 1950*) 780

22 novembre 2022. – ARRÊTÉ ROYAL modifiant l'annexe de l'arrêté royal du 16 décembre 1950 portant le tarif des honoraires des notaires (*Mon. 22 décembre 2022*) 780

17 décembre 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL déterminant les documents comptables à tenir par les notaires (*Mon. 30 décembre 1998*) 790

29 décembre 1999. – ARRÊTÉ ROYAL portant organisation du contrôle du fonds notarial (*Mon. 31 décembre 1999*) 791

10 janvier 2002. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la gestion des sommes, titres et valeurs au porteur reçus par un notaire et au contrôle de la comptabilité des notaires (*Mon. 12 janvier 2002*) 791

24 avril 2014. – DIRECTIVES relatives à la gestion des comptes de tiers, la cession des études et l'assurance responsabilité professionnelle 794

26 octobre 2017. – RÈGLEMENT pour l'organisation et le contrôle de la comptabilité notariale. 794

23 décembre 2021. – LOI introduisant le parquet de la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et de justice (*Mon. 30 décembre 2021*) 801

15 décembre 2022. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur du fonds notarial 801

23 mai 2023. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL portant une réduction du pourcentage de la contribution des notaires au fonds notarial (*Mon. 29 juin 2023*) 804

Déontologie

22 juin 2004. – RÈGLEMENT contenant le Code de déontologie (*Mon. 3 novembre 2005*) 805

7 octobre 2003 – RÈGLEMENT contenant le Code de déontologie relatif à la médiation notariale 807

28 janvier 2021. – CODE de conduite de la Chambre nationale des notaires précisant certaines modalités d'application du Règlement général sur la protection des données (UE) 2016/679 (RGPD) pour les notaires (*Mon. 9 août 2021*) 808

Accès à la profession

30 décembre 2009. – LOI mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 77 de la Constitution (*Mon. 18 janvier 2010*) 810

30 décembre 2009. – LOI mettant en équivalence le grade de master en droit, master en notariat, master en droit social et respectivement une licence ou un doctorat en droit, une licence en notariat, une licence en droit social en ce qui concerne les exigences de diplôme pour les professions juridiques dans les lois et règlements qui règlent une matière visée à l'article 78 de la Constitution (*Mon. 18 janvier 2010*) 810

9 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant le fonctionnement des commissions de nomination pour le notariat et la nomination de leurs membres, la désignation des membres externes des commissions d'évaluation et l'organisation du concours pour le classement des candidats-notaires (*Mon. 17 mars 2001*) 810

9 mars 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les conditions de reconnaissance de la représentativité des associations de licenciés en notariat pour la présentation des candidats-notaires comme membres des comités d'avis des notaires (*Mon. 17 mars 2001*) 811

24 avril 2001. – RÈGLEMENT pour le fonctionnement des comités d'avis 812

7 mai 2001. – ARRÊTÉ ROYAL fixant les normes uniformes auxquelles doivent répondre les avis ayant trait à la capacité et à l'aptitude des candidats à la nomination de candidat-notaire ou de notaire titulaire (*Mon. 12 mai 2001*) 813

10 août 2001. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'indemnité de reprise d'une étude notariale (*Mon. 18 août 2001*) 814

24 octobre 2000. – RÈGLES GÉNÉRALES relatives à la prestation du stage 815

27 octobre 2022. – RÈGLEMENT relatif à la correction à la baisse applicable aux estimations d'études notariales, tenant compte de l'impact de la réforme du notariat 2022. 816

Blanchiment de capitaux

26 avril 2011. – RÈGLEMENT de la Chambre nationale des notaires sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ... 817

18 septembre 2017. – LOI relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces (*Mon. 6 octobre 2017*) 821

29 mars 2018. – LOI portant enregistrement des prestataires de services aux sociétés (*Mon. 2 mai 2018*) 858

30 juillet 2018. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux modalités de fonctionnement du registre U.B.O. (*Mon. 14 août 2018*) 859

Point de contact central des comptes et contrats financiers

8 juillet 2018. – LOI portant organisation d'un point de contact central des comptes et contrats financiers et portant extension de l'accès au fichier central des avis de saisie, de délégation, de cession, de règlement collectif de dettes et de protêt (dite loi PCC) (*Mon. 16 juillet 2018; Err. Mon. 20 juillet 2018*) 866

Autres règlements de la Chambre nationale des notaires

24 octobre 2000. – CADRE réglementaire général relatif aux règles de la pratique notariale. 871

24 octobre 2000. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur de la Chambre nationale des notaires 874

1^{er} mai 2005. – Directives pratiques en matière d'estimation d'études notariales 888

30 janvier 2006. – DIRECTIVE relative aux sites internet notariaux et aux entêtes de lettres professionnelles 889

20 juin 2006. – RÈGLEMENT contenant les règles applicables à la négociation par les notaires de ventes amiables ou judiciaires de biens immeubles (*Mon. 28 novembre 2006*) 890

24 avril 2007. – RÈGLEMENT en matière de formation permanente 891

22 avril 2008. – RÈGLES GÉNÉRALES relatives au fonctionnement des commissions de stage 892

26 avril 2011. – RÈGLEMENT concernant l'estimation d'une étude notariale (*Mon. 13 septembre 2023*) 893

12 juin 2014. – RÈGLEMENT pour les sociétés des notaires 897

20 décembre 2019. – RÈGLES GÉNÉRALES relatives à la prestation du stage (*Mon. 31 janvier 2020*) 901

23 juin 2022. – RÈGLEMENT sur le contrôle de qualité (*Mon. 8 décembre 2022*) 902

22 juin 2023. – RÈGLEMENT d'ordre intérieur de l'auditorat auprès de la Chambre nationale des notaires (*Mon. 18 octobre 2023*) 903

Volume • 2**V. DROIT FISCAL****Compétences fiscales**

16 janvier 1989. – LOI SPÉCIALE relative au financement des Communautés et des Régions (*Mon. 17 janvier 1989*) 1

Procédure fiscale bruxelloise

21 décembre 2012. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-capitale (*Mon. 8 février 2013*) 4

6 mars 2019. – ORDONNANCE (du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale) relative au Code bruxellois de procédure fiscale (*Mon. 19 mars 2019*) 5

Code flamand de la fiscalité

13 décembre 2013. – DÉCRET (du Parlement flamand) portant le Code flamand de la fiscalité (*Mon. 23 décembre 2013*) 23

Droits d'enregistrement**Région wallonne**

30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} décembre 1939*) 99

23 décembre 2021. – LOI introduisant le parquet de la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et de justice (*Mon. 30 décembre 2021*) 101

11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 18 janvier 1940*) 155

Région de Bruxelles-capitale

30 novembre 1939. – ARRÊTÉ ROYAL n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} décembre 1939*) 159

23 décembre 2021. – LOI introduisant le parquet de la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et de justice (*Mon. 30 décembre 2021*) 161

11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 18 janvier 1940*) 208

Région flamande

30 novembre 1939. – Arrêté royal n° 64 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 1^{er} décembre 1939*) 212

11 janvier 1940. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe (*Mon. 18 janvier 1940*) 233

Droits de succession**Région wallonne**

31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (*Mon. 7 avril 1936*) 234

Région de Bruxelles-capitale

31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (*Mon. 7 avril 1936*) 277

Région flamande

31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL n° 308 établissant le Code des droits de succession (*Mon. 7 avril 1936*) 318

Disposition commune

31 mars 1936. – ARRÊTÉ ROYAL portant règlement général des droits de succession (*Mon. 7 avril 1936*) 331

Impôts sur les revenus

Code des impôts sur les revenus

10 avril 1992. – CODE DES IMPÔTS sur les revenus 1992. – Arrêté royal portant coordination des dispositions légales relatives aux impôts sur les revenus (*Mon. 30 juillet 1992*) 333

A.R. d'exécution du C.I.R.92

27 août 1993. – ARRÊTÉ ROYAL d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992 (*Mon. 13 septembre 1993*) 642

Taxe sur la valeur ajoutée

Code de la taxe sur la valeur ajoutée

3 juillet 1969. – LOI créant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée (*Mon. 17 juillet 1969*) 654

A.R. n° 1

29 décembre 1992. – ARRÊTÉ ROYAL n° 1 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (*Mon. 31 décembre 1992*) 717

A.R. n° 14

3 juin 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 14 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens (*Mon. 5 juin 1970*) 728

A.R. n° 20

20 juillet 1970. – ARRÊTÉ ROYAL n° 20 fixant le taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux (*Mon. 31 juillet 1970*) 729

Taxes et droits divers

2 mars 1927. – CODE des droits et taxes divers 736

23 décembre 2021. – LOI introduisant le parquet de la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et de justice (*Mon. 30 décembre 2021*) 736

3 mars 1927. – ARRÊTÉ ROYAL portant exécution du Code des droits et taxes divers 776

Recouvrement

a) Recouvrement des créances fiscales ou non fiscales assimilées

13 avril 2019. – CODE du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales (*Mon. 30 avril 2019*) 779

16 novembre 2000. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes (*Mon. 14 décembre 2000*) 800

18 juillet 1977. – LOI GÉNÉRALE – ARRÊTÉ ROYAL portant coordination des dispositions générales relatives aux douanes et accises (*Mon. 21 septembre 1977*) (*Mon. 12 août 1978*) 804

29 mars 2012. – LOI-PROGRAMME (I) (*Mon. 6 avril 2012*) 805

23 novembre 1965. – ARRÊTÉ ROYAL portant codification des dispositions légales relatives aux taxes assimilées aux impôts sur les revenus (*Mon. 18 janvier 1966*) 807

b) Recouvrement des créances sociales

27 juillet 1967. – ARRÊTÉ ROYAL n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants (*Mon. 29 juillet 1967; Err. Mon. 2 décembre 1967*) 809

27 juin 1969. – LOI révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs (*Mon. 25 juillet 1969*) 813

c) Recouvrement des frais de l'aide sociale

8 juillet 1976. – LOI organique des centres publics d'action sociale (*Mon. 5 août 1976; Err. Mon. 26 novembre 1976*) 819

Convention internationale

20 janvier 1959. – CONVENTION entre la Belgique et la France, tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement (*Mon. 10 juin 1960*) 821

Documentation cadastrale

30 juillet 2018. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la constitution et la mise à jour de la documentation cadastrale et fixant les modalités pour la délivrance des extraits cadastraux (*Mon. 9 octobre 2018*) 823

Décision anticipée

24 décembre 2002. – LOI modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale (*Mon. 31 décembre 2002*) 828

VI. DROIT ADMINISTRATIF ET DE L'URBANISME

Dispositions fédérales

Installations électriques

8 septembre 2019. – ARRÊTÉ ROYAL établissant le livre I sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, le livre II sur les installations électriques à haute tension et le livre III sur les installations pour le transport et la distribution de l'énergie électrique (*Mon. 28 octobre 2019; Err. Mon. 15 janvier 2020; Err. Mon. 28 avril 2020; Err. Mon. 28 avril 2020*) 829

Chantiers temporaires ou mobiles

25 janvier 2001. – ARRÊTÉ ROYAL concernant les chantiers temporaires ou mobiles (*Mon. 7 février 2001; Err. Mon. 19 décembre 2001*) 835

Remembrement

22 juillet 1970. – LOI relative au remembrement légal de biens ruraux (*Mon. 4 septembre 1970; Err. Mon. 24 septembre 1970, 11 décembre 1970 et 13 mai 1971*) 838

12 juillet 1976. – LOI portant des mesures particulières en matière de remembrement légal de biens ruraux lors de l'exécution de grands travaux d'infrastructure (*Mon. 15 octobre 1976*) 839

Expropriation et Comités d'acquisition

17 avril 1835. – LOI sur l'expropriation pour cause d'utilité publique (<i>Bull. off. n° XV</i>).....	842
27 mai 1870. – LOI portant simplification des formalités administratives en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (<i>Mon. 29 mai 1870</i>).....	844
3 novembre 1960. – ARRÊTÉ ROYAL relatif aux comités d'acquisition d'immeubles pour compte de l'État, des organismes d'État et des organismes dans lesquels l'État a un intérêt prépondérant (<i>Mon. 18 novembre 1960</i>).....	844
26 juillet 1962. – LOI relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique (<i>Mon. 31 juillet 1962</i>).....	844

Sécurité des ascenseurs

9 mars 2003. – ARRÊTÉ ROYAL relatif à la sécurité des ascenseurs (<i>Mon. 30 avril 2003</i>).....	847
---	-----

Qualité de l'air

6 novembre 2022. – LOI relative à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur dans les lieux fermés accessibles au public (<i>Mon. 1^{er} décembre 2022</i>).....	851
---	-----

Région wallonne

29 octobre 1998. – DÉCRET (du Conseil régional wallon) instituant le Code wallon de l'habitation durable (<i>Mon. 4 décembre 1998</i>)....	854
11 mars 1999. – DÉCRET du Conseil régional wallon relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 8 juin 1999; Err. Mon. 22 décembre 1999</i>).....	864
4 juillet 2002. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (<i>Mon. 21 septembre 2002; Err. Mon. 1^{er} octobre 2002</i>).....	865
17 juillet 2003. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service et les dépôts de mazout utilisés à des fins de chauffage d'une capacité comprise entre 500 et 24.999 litres (<i>Mon. 29 octobre 2003</i>).....	869
3 mars 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon relatif au Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau (<i>Mon. 12 avril 2005; Err. Mon. 21 juin 2005</i>).....	872
7 juillet 2005. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en «vrac» (<i>Mon. 28 juillet 2005</i>).....	876
30 avril 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon fixant le mode de calcul du montant à rembourser par le bénéficiaire en cas de non respect des conditions d'octroi d'une aide aux personnes physiques (<i>Mon. 18 juin 2009</i>).....	878
28 novembre 2013. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la performance énergétique des bâtiments, dit Décret P.E.B. (<i>Mon. 27 décembre 2013</i>).....	879
27 mars 2014. – DÉCRET du Parlement wallon relatif au Code wallon de l'agriculture (<i>Mon. 5 juin 2014</i>).....	886
14 mars 2019. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant la liste des données complémentaires à notifier et les modalités de notification à l'observatoire du foncier agricole conformément aux articles D.54 et D.357 du Code wallon de l'agriculture (<i>Mon. 19 avril 2019</i>)...	890

14 mars 2019. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon déterminant les modalités de notification du droit de préemption attribué à la Région wallonne conformément à l'article D.358 du Code wallon de l'agriculture (<i>Mon. 27 juin 2019</i>).....	892
15 mai 2014. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments (<i>Mon. 30 juillet 2014</i>).....	893
20 juillet 2016. – DÉCRET du Parlement wallon abrogeant le décret du 24 avril 2014 abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 ^{quater} à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie, abrogeant les articles 1 ^{er} à 128 et 129 ^{quater} à 184 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine et formant le Code du développement territorial (<i>Mon. 14 novembre 2016</i>).....	893
20 juillet 2016. – CODE wallon du patrimoine (<i>Mon. 14 novembre 2016</i>).....	960
22 décembre 2016. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon formant la partie réglementaire du Code du développement territorial (<i>Mon. 3 avril 2017</i>).....	972
2 février 2017. – DÉCRET (du Parlement wallon) relatif au développement des parcs d'activités économiques (<i>Mon. 28 mars 2017</i>)....	1034
11 mai 2017. – ARRÊTÉ du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques (<i>Mon. 14 juin 2017</i>).....	1037
1 ^{er} mars 2018. – DÉCRET du Parlement wallon relatif à la gestion et à l'assainissement des sols (<i>Mon. 22 mars 2018</i>).....	1039

Région de Bruxelles-capitale

9 avril 2004. – CODE bruxellois de l'aménagement du territoire , coordonné par l'A.G./B. du 9 avril 2004 (<i>Mon. 26 mai 2004</i>).....	1058
10 novembre 2022. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale portant exécution des articles 15 à 19 du Code bruxellois du logement (<i>Mon. 19 décembre 2022</i>).....	1092
5 juin 1997. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale relative aux permis d'environnement, dite Ordonnance «O.P.E.» (<i>Mon. 26 juin 1997</i>).....	1101
4 septembre 2003. – ARRÊTÉ (du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale) déterminant les exigences élémentaires en matière de sécurité, de salubrité et d'équipement des logements (<i>Mon. 19 septembre 2003</i>).....	1102
17 juillet 2003. – ORDONNANCE du Conseil de la Région de Bruxelles-capitale portant le Code bruxellois du Logement (<i>Mon. 9 septembre 2003</i>).....	1105
13 novembre 2008. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des monuments et des sites, de Bruxelles Mobilité, de Bruxelles Environnement, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte (<i>Mon. 2 décembre 2008</i>).....	1133
5 mars 2009. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (<i>Mon. 10 mars 2009</i>).....	1157
16 juillet 2015. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux actes à caractère familial exclus de la définition d'aliénation d'un droit réel au sens de l'ordonnance du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués (<i>Mon. 31 juillet 2015</i>).....	1181

17 février 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au certificat P.E.B. établi par un certificateur pour les unités P.E.B. Habitations individuelles (<i>Mon. 1^{er} mars 2011</i>)	1181
17 février 2011. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au certificat P.E.B. établi par un certificateur pour les unités tertiaires (<i>Mon. 1^{er} mars 2011</i>)	1182
2 mai 2013. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale portant le Code bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie (<i>Mon. 21 mai 2013</i>)	1184
26 septembre 2013. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux charges d'urbanisme imposées à l'occasion de la délivrance des permis d'urbanisme (<i>Mon. 2 décembre 2013</i>)	1190
16 février 2017. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'attestation du sol (<i>Mon. 20 mars 2017</i>)	1192
29 mars 2018. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif aux renseignements urbanistiques (<i>Mon. 23 avril 2018</i>)	1193
13 décembre 2018. – ARRÊTÉ du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale relatif au certificat P.E.B bâtiment public (<i>Mon. 24 janvier 2019</i>)	1194
25 avril 2019. – ORDONNANCE relative au patrimoine culturel mobilier et immatériel de la Région de Bruxelles-capitale (<i>Mon. 17 mai 2019</i>)	1196

Région flamande

13 juin 1990. – DÉCRET FORESTIER du Conseil flamand (<i>Mon. 28 septembre 1990</i>)	1203
16 juin 2006. – DÉCRET (du Conseil flamand) portant création d'une «Vlaamse Grondenbank» (Banque foncière flamande) et portant modification de diverses dispositions (<i>Mon. 9 février 2007</i>)	1210
27 octobre 2006. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à l'assainissement du sol et à la protection du sol (<i>Mon. 22 janvier 2007; Err. Mon. 20 février 2007</i>)	1215
25 mai 2007. – DÉCRET du Parlement flamand portant harmonisation des procédures relatives aux droits de préemption (<i>Mon. 24 juillet 2007</i>)	1237
27 mars 2009. – DÉCRET du Parlement flamand relatif à la politique foncière et immobilière (<i>Mon. 15 mai 2009</i>)	1240
15 mai 2009. – ARRÊTÉ du Gouvernement flamand portant coordination de la législation décrétales relative à l'aménagement du territoire (<i>Mon. 20 août 2009</i>)	1241
17 juillet 2020. – CODE flamand du logement 2021 (<i>Mon. 13 novembre 2020</i>)	1279

VII. DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Code de droit international privé

16 juillet 2004. – LOI portant le Code de droit international privé (<i>Mon. 27 juillet 2004</i>)	1295
21 décembre 2013. – LOI portant le Code consulaire (<i>Mon. 21 janvier 2014</i>)	1313

Règlements européens

12 décembre 2012. – RÈGLEMENT “BRUXELLES Ibis” (U.E.) n° 1215/2012 du Parlement européen et du Conseil concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (<i>J.O. L 351, 20 décembre 2012; Rect. J.O. L 338, 15 octobre 2020</i>)	1315
17 juin 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 593/2008 du Parlement européen et du Conseil sur la loi applicable aux obligations contractuelles (Rome I) (<i>J.O. L 177, 4 juillet 2008; Rect. J.O. L 309, 24 novembre 2009</i>)	1318
18 décembre 2008. – RÈGLEMENT (CE) n° 4/2009 du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et la coopération en matière d'obligations alimentaires (<i>J.O. L 7, 10 janvier 2009; Rect. J.O. L 131, 18 mai 2011; Rect. J.O. L 8, 12 janvier 2013</i>)	1322
20 décembre 2010. – RÈGLEMENT “DIVORCE” (U.E.) n° 1259/2010 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la loi applicable au divorce et à la séparation de corps (<i>J.O. L 343, 29 décembre 2010</i>)	1329
4 juillet 2012. – RÈGLEMENT “SUCCESSIONS” (U.E.) n° 650/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions, et l'acceptation et l'exécution des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen (<i>J.O. L 201, 27 juillet 2012; Rect. J.O. L 344, 14 décembre 2012; Rect. J.O. L 60, 2 mars 2013; Rect. J.O. L 243, 23 septembre 2019</i>)	1330
20 mai 2015. – RÈGLEMENT “INSOLVABILITÉ” (U.E.) 2015/848 du Parlement européen et du Conseil relatif aux procédures d'insolvabilité (<i>J.O. L 141, 5 juin 2015; Rect. J.O. L 349, 21 décembre 2016</i>)	1339
21 avril 2004. – RÈGLEMENT “TITRE EXÉCUTOIRE EUROPÉEN” (CE) n° 805/2004 du Parlement européen et du Conseil portant création d'un titre exécutoire européen pour les créances incontestées (<i>J.O. L 142, 30 avril 2004; Rect. J.O. L 97, 15 avril 2005</i>)	1350
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1103 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière de régimes matrimoniaux (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017; Rect. J.O. L 167, 4 juillet 2018</i>)	1354
24 juin 2016. – RÈGLEMENT (U.E.) 2016/1104 du Conseil mettant en œuvre une coopération renforcée dans le domaine de la compétence, de la loi applicable, de la reconnaissance et de l'exécution des décisions en matière d'effets patrimoniaux des partenariats enregistrés (<i>J.O. L 183, 8 juillet 2016; Rect. J.O. L 113, 29 avril 2017</i>)	1360
25 juin 2019. – RÈGLEMENT “BRUXELLES IIter” (UE) 2019/1111 du Conseil relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale, ainsi qu'à l'enlèvement international d'enfants (<i>J.O. L 178, 2 juillet 2019; Rect. J.O. L 347, 20 octobre 2020</i>)	1365
25 mai 1987. – CONVENTION relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes (<i>Mon. 18 avril 1997; Err. Mon. 10 juin 1997</i>)	1377

Traités et conventions

5 octobre 1961. – CONVENTION supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers (<i>Mon. 7 février 1976; Err. Mon. 10 mars 1976</i>)	1379
5 octobre 1961. – CONVENTION sur les conflits de lois en matière de forme des dispositions testamentaires (<i>Mon. 29 décembre 1961</i>)	1380

7 juin 1968. – CONVENTION européenne relative à la suppression de la légalisation des actes établis par les agents diplomatiques ou consulaires (<i>Mon. 3 juin 2016</i>)	1381
25 mai 1987. – CONVENTION relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les États membres des Communautés européennes (<i>Mon. 18 avril 1997; Err. Mon. 10 juin 1997</i>)	1381
19 octobre 1996. – CONVENTION de La Haye concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants (<i>J.O. L 151, 11 juin 2008</i>)	1382
13 janvier 2000. – CONVENTION de La Haye sur la protection internationale des adultes.	1386
23 novembre 2007. – PROTOCOLE de La Haye sur la loi applicable aux obligations alimentaires (<i>J.O. L 331, 16 décembre 2009</i>)	1389

VIII. DROIT PÉNAL

Code pénal

8 juin 1867. – CODE PÉNAL (<i>Mon. 9 juin 1867; Err. Mon. 5 octobre 1867</i>)	1392
---	------

Code d'instruction criminelle

17 novembre 1808. – CODE d'instruction criminelle	1399
---	------

Saisie et confiscation

9 août 1991. – ARRÊTÉ ROYAL réglant le délai et les modalités du recours des tiers prétendant droit sur une chose confisquée (<i>Mon. 17 octobre 1991</i>)	1400
4 février 2018. – LOI contenant les missions et la composition de l'Organe central pour la saisie et la confiscation (loi O.C.S.C.) (<i>Mon. 26 février 2018</i>)	1400

Lanceurs d'alerte - anti-blanchiment

28 novembre 2022. – LOI sur la protection des personnes qui signalent des violations au droit de l'Union ou au droit national constatées au sein d'une entité juridique du secteur privé (<i>Mon. 15 décembre 2022</i>)	1408
17 octobre 2023. – RÈGLEMENT DE PROCÉDURE applicable à la réception et au traitement des signalements externes par la Chambre nationale des notaires dans le cadre de violations au droit de l'Union ou au droit national	1416

IX. MATIÈRES DIVERSES

Emploi des langues

15 juin 1935. – LOI concernant l'emploi des langues en matière judiciaire (<i>Mon. 22 juin 1935</i>)	1419
18 juillet 1966. – LOIS COORDONNÉES sur l'emploi des langues en matière administrative (<i>Mon. 2 août 1966</i>)	1420
12 juillet 1978. – DÉCRET (du Conseil culturel de la Communauté culturelle française) sur la défense de la langue française (<i>Mon. 9 septembre 1978; Err. Mon. 16 septembre 1978</i>)	1421
30 juin 1982. – DÉCRET du Conseil de la Communauté française relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements (<i>Mon. 27 août 1982</i>)	1421

Temporel des cultes

30 décembre 1809. – DÉCRET impérial concernant les fabriques des églises (<i>Bull. off. 303, n° 5777</i>)	1422
4 mars 1870. – LOI sur le temporel des cultes (<i>Mon. 9 mars 1870</i>) ..	1426
10 décembre 2021. – ORDONNANCE du Parlement de la Région de Bruxelles-capitale de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues (<i>Mon. 23 décembre 2021</i>)	1430

Taux d'intérêt légal

5 mai 1865. – LOI relative au prêt à intérêt (<i>Mon. 7 mai 1865</i>)	1436
---	------